

**N<sup>os</sup> 5668<sup>1</sup>  
5669<sup>1</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2006-2007

---

**PROPOSITION DE LOI**

**modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332  
de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée**

**PROPOSITION DE LOI**

**modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005  
relative au référendum au niveau national**

\* \* \*

**PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT**

**DEPECHE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE A LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS  
AVEC LE PARLEMENT**

(22.6.2007)

Madame la Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la prise de position relative aux propositions de loi émargées arrêtée par le Gouvernement en Conseil dans sa séance du 8 juin 2007 que je vous prie de bien vouloir communiquer à la Chambre des députés ainsi qu'au Conseil d'Etat.

Veillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre de l'Intérieur et  
de l'Aménagement du territoire,*  
Jean-Marie HALSDORF

\*

## PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT

a) La proposition de loi 5668 déposée par Madame la Députée Anne Brasseur vise à remédier à une situation apparue dans l'application des dispositions légales régissant le mode de convocation des électeurs aux élections législatives, communales et européennes ainsi que le mode d'envoi aux électeurs optant pour le vote par correspondance des documents requis dans ce contexte.

En effet, l'article 68 de la loi électorale relatif à la convocation des électeurs prévoit actuellement que „les collèges des bourgmestre et échevins envoient *sous récépissé*, au moins cinq jours à l'avance, à chaque électeur une lettre de convocation ...“. Et les articles 172, 266 et 332 de la loi électorale relatifs au vote par correspondance énoncent que „Si le requérant remplit les conditions de l'électorat, le collège des bourgmestre et échevins lui envoie, au plus tard vingt jours avant le scrutin, sous pli recommandé *avec accusé de réception*, la lettre de convocation ...“.

Il s'avère cependant en pratique que souvent les électeurs ne sont pas à leur domicile au moment de l'arrivée de ces courriers et qu'ainsi ils ne sont pas en mesure de faire la réception requise par la loi.

C'est dans le but de remédier à cette situation et avec l'intention d'offrir une solution pratique et facilement applicable que Madame la Députée Anne Brasseur propose de supprimer l'obligation respectivement du récépissé et de l'accusé de réception et de compléter, en contrepartie, la loi électorale par des dispositions garantissant que chaque électeur puisse effectivement exercer son droit de vote le jour des élections.

1. En ce qui concerne les lettres de convocation, il arrive qu'en cas d'absence des destinataires elles soient simplement déposées dans la boîte aux lettres des électeurs et que la formalité du récépissé, exigée par la loi, ne soit pas accomplie.

Madame la Députée Anne Brasseur propose de supprimer la formalité du récépissé et de prévoir à l'avenir le simple envoi de la lettre de convocation par le collège des bourgmestre et échevins à l'électeur. En pratique cet envoi peut être fait par la poste ou par porteur.

Pour garantir cependant l'information des électeurs au sujet de la date et du déroulement des élections, Madame la Députée propose de renforcer la convocation individuelle par la publication de la convocation des électeurs dans au moins deux quotidiens à diffusion nationale. Cette proposition contribuerait effectivement à assurer l'information de l'électeur, mais elle impliquerait du travail administratif et des frais supplémentaires non négligeables pour les communes. Etant donné que les dates des élections sont connues parce qu'elles sont déterminées par la loi et que, par ailleurs, la large publicité faite par les partis politiques et les candidats avant les élections ne devrait pas passer inaperçue, chaque électeur devrait être au courant de la date des élections, même s'il n'a pas reçu de convocation individuelle. La publication de la convocation des électeurs par les soins des communes dans deux journaux constitue dès lors une formalité superflue et le Gouvernement est d'avis qu'il y a lieu d'y renoncer.

Le Gouvernement constate dans ce contexte que la proposition de loi sous avis ne reprend pas la dernière phrase du 1er alinéa de l'article 68 de la loi électorale actuelle qui dispose que „La convocation des électeurs est, en outre, publiée dans chaque localité de vote“. Cette publication doit cependant être maintenue puisqu'elle contribue à renforcer l'information sur les élections dans chaque commune et qu'elle s'inscrit dans le cadre des mesures qui entourent le vote obligatoire.

Il est dès lors proposé de rédiger comme suit le 1er alinéa de l'article 68 de la loi électorale: „Les collèges des bourgmestre et échevins envoient, au moins cinq jours à l'avance, à chaque électeur une lettre de convocation indiquant le jour, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, le local où l'élection a lieu, et, s'il y a plusieurs bureaux, la désignation de celui où l'électeur est appelé à voter. La convocation des électeurs est, en outre, publiée dans chaque localité de vote.“

2. Etant donné que le vote est obligatoire et que dès lors chaque électeur qui n'a pas fait usage des possibilités du vote par correspondance, doit se présenter au bureau de vote le jour des élections, même au cas où il n'a pas reçu de convocation individuelle, il est important de préciser les moyens par lesquels l'électeur peut prouver son identité. L'article 74 actuel de la loi électorale met l'accent sur la présentation de la lettre de convocation. L'article 75 permet l'admission au vote de l'électeur non muni de sa lettre de convocation lorsque son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau de vote. Madame la Députée Anne Brasseur propose de modifier comme suit l'article 74: „A mesure que les

électeurs se présentent munis *de leur pièce d'identité et/ou* de leur lettre de convocation, le secrétaire pointe leur nom sur le relevé; un assesseur désigné par le président en fait de même sur le second relevé des électeurs du bureau“. Par pièce d'identité il y a lieu de comprendre, d'après le commentaire des articles de la proposition de loi: la carte d'identité, le passeport ou la carte d'identité d'étranger. Si l'esprit de l'ajout proposé peut être partagé, la formulation de l'article 74 remanié devrait cependant être modifiée comme suit : „A mesure que les électeurs se présentent munis de leur lettre de convocation *ou présentent leur carte d'identité, leur passeport ou leur carte d'identité d'étranger*, le secrétaire pointe leur nom sur le relevé; un assesseur désigné par le président en fait de même sur le second relevé des électeurs du bureau“. L'article 75 devrait être modifié en conséquence comme suit: „L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation et qui ne présente pas de carte d'identité, de passeport ou de carte d'identité d'étranger peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau“.

3. Les modifications proposées à l'article 172 alinéa 2, à l'article 266 alinéa 2 et à l'article 332 alinéa 2 concernant le vote par correspondance ont pour seul but de supprimer l'accusé de réception des envois faits sous pli recommandé. Or, le Gouvernement constate que les envois faits sous pli recommandé comportent toujours l'obligation pour le destinataire de signer un reçu lui présenté par le facteur des postes lors de la remise de la lettre. Si le destinataire n'est pas à son domicile au moment du passage du facteur, celui-ci l'avertit par une information écrite qu'il dépose dans la boîte aux lettres invitant le destinataire à venir enlever la lettre recommandée au bureau des postes. En pratique, la proposition de Madame la Députée Anne Brasseur de supprimer l'accusé de réception ne simplifie donc pas les démarches à effectuer par l'électeur. Etant donné que le courrier adressé aux électeurs ayant opté pour le vote par correspondance renferme un bulletin de vote estampillé conformément à la loi, il importe d'entourer cet envoi des mesures de sécurité nécessaires pour empêcher que le bulletin de vote ne tombe entre de mauvaises mains. Le Gouvernement est dès lors d'avis qu'il y a lieu de maintenir l'envoi sous pli recommandé avec accusé de réception.

b) La proposition de loi 5669 déposée par Madame la Députée Anne Brasseur vise à modifier le 1er alinéa de l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national de la même manière que Madame la Députée a proposé de modifier le 1er alinéa de l'article 68 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

Le Gouvernement renvoie à son avis exposé sous a) point 1. ci-dessus au sujet de l'article 68 de la loi électorale et propose dans le même ordre d'idées de rédiger comme suit l'alinéa 1er de l'article 35 de la loi concernée du 4 février 2005: „Les collèges des bourgmestre et échevins envoient, au moins cinq jours à l'avance, à chaque électeur une lettre de convocation indiquant le jour, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, le local où le référendum a lieu, et, s'il y a plusieurs bureaux, la désignation de celui où l'électeur est appelé à voter. La convocation des électeurs est, en outre, publiée dans chaque localité de vote.“

